

Enhancing Border Security and Trade Facilitation: A Critical Opportunity for Canada

January 28, 2025

Dear Minister McGuinty,

(CC: MP Matt Jeneroux, MP Ryan Williams, MP Phil Lawrence, MP Claude DeBellefeuille, MP Xavier Barsalou-Duval)

Canada's border security and trade infrastructure face urgent challenges. At present The Canada Border Services Agency (CBSA) only operates five marine container examination facilities in Canada: Halifax, Saint John, Montréal, Prince Rupert and Vancouver. This is causing strained ports of entry and pressures on trade relationships, especially when you consider most provinces and that key trading hubs along the Great Lakes-St Lawrence Corridor, including the Greater Toronto Area, are without such facilities.

Security and trade are equally vital to Canada's prosperity. Maintaining border security must not undermine efficient and resilient supply chains. CBSA has an opportunity to modernize its operations for today's operational reality. While it has traditionally focused on security, CBSA must now prioritize trade facilitation as well. Both goals can and must coexist.

This shift is critical as Canadians grapple with inflation and economic uncertainty. Businesses and transportation leaders have proposed several practical and action-ready solutions, including inland terminals to augment and relieve pressure on first ports of arrival. CBSA has resisted advancing trade priorities in the past, but now is the time to change. A clear mandate and decisive action are needed to implement these forward-thinking proposals.

Other government agencies have shown how to balance security and efficiency. Transport Canada's National Trade Corridors Fund and Green Shipping Corridor Fund strengthen supply chains while advancing sustainability. The new National Supply Chain Office reflects the government's commitment to coordinated solutions. CBSA must step into this effort as a key partner, securing borders while also streamlining trade.

The Canada-U.S. trade relationship depends on efficient borders. The Great Lakes St. Lawrence region alone accounts for over 50% of bilateral trade and boasts a combined GDP of US\$6 trillion. Secure, functional borders in this region drive economic growth for both countries.

CBSA's leadership is essential. We urge the Agency to seize this opportunity to enhance border operations, protect security, and facilitate trade. Canadian businesses and supply chain partners are ready to collaborate to build resilient and sustainable trade networks.

Sincerely,

Amélioration de la sécurité frontalière et facilitation des échanges commerciaux : Une opportunité critique pour le Canada

Monsieur le Ministre McGuinty,

(CC : Député Matt Jeneroux, Député Ryan Williams, Député Phil Lawrence, Députée Claude DeBellefeuille, Député Xavier Barsalou-Duval)

La sécurité des frontières et l'infrastructure commerciale du Canada sont confrontées à des défis urgents. À l'heure actuelle, l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) n'exploite que cinq installations d'examen des conteneurs maritimes au Canada : Halifax, Saint John, Montréal, Prince Rupert et Vancouver. Cela crée des tensions aux points d'entrée et des pressions sur les relations commerciales, surtout si l'on considère que la plupart des provinces et certains des principaux centres commerciaux le long des Grands Lacs et du St-Laurent, incluant la région du Grand Toronto, ne disposent pas de telles installations.

La sécurité et le commerce sont tout aussi essentiels à la prospérité du Canada. Le maintien de la sécurité des frontières ne doit pas compromettre l'efficacité et la résilience des chaînes d'approvisionnement. L'ASFC a l'occasion de moderniser ses opérations pour les adapter à la réalité opérationnelle d'aujourd'hui. Même si elle s'est traditionnellement concentrée sur la sécurité, l'ASFC doit désormais également donner la priorité à la facilitation des échanges. Les deux objectifs peuvent et doivent coexister.

Ce changement est essentiel alors que les Canadiens sont aux prises avec l'inflation et l'incertitude économique. Les entreprises et les dirigeants du secteur des transports ont proposé plusieurs solutions pratiques et prêtes à l'emploi, notamment des terminaux intérieurs pour augmenter et alléger la pression sur les premiers ports d'arrivée. L'ASFC a résisté à l'avancement des priorités commerciales dans le passé, mais il est maintenant temps de changer. Un mandat clair et une action décisive sont nécessaires pour mettre en œuvre ces propositions avant-gardistes.

D'autres agences gouvernementales ont montré comment concilier sécurité et efficacité. Le Fonds national pour les corridors commerciaux et le Fonds pour les corridors verts de transport maritime de Transports Canada renforcent les chaînes d'approvisionnement tout en faisant progresser la durabilité. Le nouveau Bureau national de la chaîne d'approvisionnement reflète l'engagement du gouvernement en faveur de solutions coordonnées. L'ASFC doit participer à cet effort en tant que partenaire clé, sécurisant les frontières tout en rationalisant le commerce.

Les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis dépendent de frontières efficaces. La région des Grands Lacs et du Saint-Laurent représente à elle seule plus de 50 % du commerce bilatéral et affiche un PIB combiné de 6 000 milliards de dollars américains. Des frontières sûres et fonctionnelles dans cette région stimulent la croissance économique des deux pays.

Le leadership de l'ASFC est essentiel. Nous exhortons l'Agence à saisir cette occasion pour améliorer les opérations frontalières, protéger la sécurité et faciliter le commerce. Les entreprises canadiennes et les partenaires de la chaîne d'approvisionnement sont prêts à collaborer pour bâtir des réseaux commerciaux résilients et durables.

Sincèrement,

Bruce Burrows
CEO, Chamber of
Marine Commerce /
PDG, Chambre de
commerce maritime

Chris Hall
CEO, Shipping Federation
of Canada / PDG, Fédération
maritime du Canada

Saul Polo
Executive Director,
Saint-Lawrence Ship
Operators / Directeur Général,
Armateurs du Saint-Laurent

Maguessa Morel-Laforce
Executive Director,
Ontario Marine Council /
Directeur Général, Conseil
maritime de l'Ontario

Mathieu St-Pierre
Chairman and Chief
Executive Officer /
Président-directeur
général, SODES